

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 24/3 (1997)

DOI: 10.11588/fr.1997.3.61032

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.



rather than by the victors? Or by Germans who had resisted Hitler, in Germany or in exile? VARAUT points out that the latter procedure could have backfired. If the Germans had been given the responsibility, they would have faced a cruel dilemma: if too stringent, they would have been accused of vengefulness, and if too lenient, of subservience to the victors. On the whole, the verdicts were a milestone in the progress of justice, and as the French prosecutor Edgar Faure put it, »a broadening of the collective conscience of mankind.«

Both books suffer in quality from the lack of a bibliography and an index. WIEVIORKA's work contains few errors. The Tribunal opened on 18 October 1945, and not 1946 (p. 28). Molotov, not Stalin, signed the Pact (p. 67). The charges against the admirals were led by the British prosecutors not for »symbolic reasons« (p. 94) but because the Battle of the Atlantic had been fought primarily by the Royal Navy and not the US Navy. Ernest King, not Nimitz (pp. 96, 151, 171) was US Chief of Naval Operations. Christian Wirth, KL-Lublin's commandant (p. 138), did indeed hold SS rank (Obersturmführer). Kellogg (p. 64), KL-Buchenwald's commandant Pister (p. 136), and Ludwig Erhard (p. 179) are misspelt. But these errors are insignificant when compared with those of VARAUT, who leaves the reader asking if the author, albeit a lawyer, cared enough about his book to read its proofs. The following are misspelt: *Der Stürmer* (p. 15), Streicher (pp. 25, 43), Dr. Gaus (p. 70), *Lebensraum* (p. 78), Funk (p. 87), Shirer (pp. 107, 121) – who wrote no book under the title *Hitler – Stars and Stripes* (p. 113), Hossbach (pp. 113, 370), Margarete Blanck (p. 118), Dr. Seidl (p. 128), Gleiwitz (p. 157), *Kugel-Aktion* (p. 178), *Sonderbehandlung* (p. 178), *Weserübung* (pp. 179, 306), Volkogonov (p. 192), von Reichenau (pp. 215, 218), *Endlösung* (p. 263), Hans Lammers (p. 263), Sonderkommando (pp. 270, 271), Pister (p. 277), *Werwolf* (p. 290), Eisenhower (p. 290), Broderick (p. 303), McCloy (p. 350), Potsdam (p. 357) – which was held in 1945, not 1943 –, Wannsee (p. 403) – which was held on 20 January, not 20 June 1942 (p. 284) –, and Ludwig Erhard (p. 407). In the photographs, the two American judges are given the title of English knights. Shawcross was responsible for Northern Ireland but not for Ireland (p. 95). No British division, indeed no British soldier, had landed in France by the time the Polish campaign ended (p. 106). Göring is described as »always the last to arrive in court« (p. 362) and »always the first to arrive in court« (p. 385). The reference to the cry of the US captain of the guard: »Whithout day« (sic, p. 388), is totally incomprehensible; if VARAUT means *sine die*, English leaves the term in Latin, and why would a captain of the guard say it? Hess died at the age of 94, not 84 (p. 392). Finally, an error common to both books is the failure to present the Gestapo, under Heinrich Müller and not directly under Kaltenbrunner (VARAUT, p. 15), in its proper place in the SS hierarchy. The Gestapo was Amt IV of the Sipo, which with the SD formed the RSHA. Eichmann was head not of IV.A.4 (VARAUT, p. 255) but of IV.B.4.

David Wingeate PIKE, Paris

Peter ERLER, Horst LAUDE, Manfred WILKE (Hg.), Nach Hitler kommen wir. Dokumente zur Programmatik der Moskauer KPD-Führung 1944/45 für Nachkriegsdeutschland, Berlin (Akademie) 1994, 426 p.

Cet ouvrage, conçu par des historiens des deux anciennes parties de l'Allemagne, nous présente une sélection de 41 documents rédigés par la direction du parti communiste allemand (KPD) en exil à Moscou. Ils traitent de l'organisation politique et sociale de la future Allemagne post-nazie et du rôle que la KPD entendait y jouer. Rédigés entre le début de l'année 1944 et juin 1945, et présentés par ordre chronologique, ils permettent d'apprécier l'évolution des projets de la KPD en fonction du développement des opérations mili-



taires et des accords interalliés. Un premier groupe de documents est constitué par les travaux de la direction communiste de la Conférence de Téhéran jusqu'en août 1944. Les rapports de la Commission de travail du Comité Central (mars à août) en sont l'élément principal. Ils traitent essentiellement de la composition du «Bloc de la démocratie combattante», des relations de la future Allemagne à l'Union soviétique, de la reconstitution des syndicats, de la politique agraire et économique à mener dans l'Allemagne d'après guerre. Les quatre projets successifs du «programme d'action du bloc de la démocratie combattante» (octobre à décembre 1944) et les exposés de Pieck sur le rôle du Parti (octobre 1944 à mars 1945) composent les deuxième et troisième groupes de documents. Le dernier ensemble de textes présente les travaux du printemps 1945, postérieurs de la Conférence de Yalta, qui précisent la mission des communistes et des «antifascistes» dans les territoires qui devaient être occupés par l'Armée Rouge. Le dernier document sélectionné est l'appel de la KPD au peuple allemand du 11 juin 1945. Une large partie de ces documents, émanant essentiellement des fonds Ackermann, Florin, Matern, Pieck, Schwab, conservés aux archives centrales de la SED, étaient jusqu'à présent inédits. L'origine de chaque document est précisée et l'existence d'une édition antérieure – totale ou partielle – est également indiquée. Si la sélection permet de suivre l'adaptation des projets de la KPD à la situation politique et militaire, elle met également en évidence le rôle trop longtemps sous-estimé de Wilhelm Florin (décédé à Moscou en juillet 1944) qui fut, derrière Wilhelm Pieck, le «numéro deux» de la direction de la KPD.

Outre un index des noms de personnes et des notices biographiques des membres de la commission de travail, cet ouvrage offre au lecteur une introduction fondamentale d'une centaine de pages retraçant le travail de la direction «moscovite» de la KPD de 1941 à 1945.

Une première partie expose la politique de la KPD de l'attaque de l'Union soviétique par l'Allemagne nazie jusqu'à la création du Comité National «Freies Deutschland» (juillet 1943). Les auteurs relatent notamment l'échec de l'établissement d'un «Comité National» au printemps 1942 et formulent une série d'hypothèses qui, malgré l'état lacunaire actuel des sources, permettent d'expliquer le refus de Staline. Pendant cette première phase, les relations entre les Soviétiques, le Komintern et la KPD furent très tendues en raison des reproches formulés à l'encontre de la direction de la KPD au sujet de son incapacité à établir un mouvement de résistance efficace en Allemagne. La volonté de constituer un front commun antifasciste, affichée par les Soviétiques, eut pour effet immédiat la dissolution du Komintern qui fut approuvée par Pieck. Les auteurs montrent que la constitution du Comité National «Freies Deutschland», au printemps 1943, ne s'inscrivit pas dans la suite de la tentative de 1942, mais qu'elle fut le fruit de la volonté de Staline. Celui-ci comprit l'intérêt d'un tel comité dans la lutte contre le national-socialisme et surtout comme moyen de pression face aux Alliés. Dans un second temps sont exposés la mise en place et les travaux de la Commission de travail du Comité Central de la KPD. Au delà de son travail de propagande, la KPD dut réfléchir, après la conférence de Téhéran, à l'action concrète à mener en Allemagne après la chute d'Hitler et à envisager avec quelles forces «antifascistes» elle pourrait coopérer. Le «bloc de la démocratie combattante» (concept formulé par Dimitrov) se différencie du Comité «Freies Deutschland» en ce qu'il représente ce front antifasciste et antiimpérialiste mais les communistes entendaient bien formuler eux-mêmes les grandes orientations du bloc. Une troisième partie est consacrée à la politique de formation et de sélection des cadres par la direction de la KPD, à l'utilisation possible des communistes allemands en Allemagne, de ceux en exil à Moscou (considérés comme les plus efficaces des cadres futurs) ou dans les autres pays, à la formation de futurs cadres parmi les prisonniers de guerre. La dernière partie présente les activités de la KPD au printemps 1945: le choix des dirigeants à envoyer en Allemagne, les positions clés à occuper (notamment radio et enseignement), le travail de recomposition des structures politiques et sociales à opérer au fur et à mesure de l'avancée de l'Armée Rouge (rôle particulier des communistes à Berlin) et la préparation de



l'appel au peuple allemand, suite à la décision inattendue de Staline d'autoriser immédiatement la reconstitution de partis et de syndicats antifascistes en zone soviétique d'occupation.

Cette vaste introduction s'avère un instrument indispensable pour resituer les documents sélectionnés dans leur contexte politique.

Corine DEFANCE, Paris

Michael F. SCHOLZ, *Herbert Wehner in Schweden 1941–1946*, München (Oldenbourg) 1995, 203 p. (Schriftenreihe der Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, 70).

A deux ans d'intervalle ont été publiés trois ouvrages sur Herbert Wehner<sup>1</sup>. Cet intérêt soutenu pour les avatars de cet homme politique s'explique par la singularité de sa carrière, mais aussi par les zones d'ombre de sa biographie que plusieurs historiens se sont efforcés d'éclairer en recourant à des documents que l'ouverture récente de diverses archives rendaient accessibles.

C'est pendant sa période suédoise (février 1941–septembre 1946) que s'est opérée la «conversion» du communiste Wehner. En déterminer la date, les conditions et les motifs présentait donc pour l'historien un intérêt tout particulier.

Scholz a disposé essentiellement pour sa recherche de documents provenant des archives de la police suédoise, de celles du SED et de la Stasi. Ces dernières lui ont permis de relater par le menu et de façon convaincante le procès fait à Wehner par les communistes est-allemands et surtout les rapports complexes et fluctuants entre Wehner et les dirigeants de la RDA.

Difficile en revanche de souscrire à la conclusion de l'auteur, affirmant que son étude comblerait la «lacune biographique» constituée par la période suédoise (p. 189). Difficile en effet de croire que le choix politique de Wehner (son adhésion à la social-démocratie) date du début de 1946, et qu'il ait été déterminé par l'accueil réservé à son rival Karl Mewis lors de la venue de celui-ci en zone soviétique et par la fusion KPD–SPD (p. 191). Wehner lui-même n'a-t-il pas écrit que c'étaient ses années à Moscou (1937–1941) qui avaient été décisives pour son évolution<sup>2</sup>, et Scholz n'écrit-il pas que la «rupture intellectuelle» avec le communisme s'est opérée en 1942–1943 au cours d'un «long processus» (p. 148), ce qui me paraît plus vraisemblable?

L'auteur n'explique pas de façon satisfaisante comment et pourquoi un homme qui avait une longue expérience du travail clandestin et avait si souvent reproché à ses camarades de «manquer de vigilance»<sup>3</sup> a pu enfreindre si grossièrement les règles de la clandestinité au moment de son arrestation qu'on a pu se demander si ce n'était pas de propos délibéré (p. 55). Au cours de son interrogatoire par la police suédoise, Wehner, s'il n'a pas «trahi», a beaucoup parlé. Il n'y a pas été contraint. Combien d'autres militants, dans des conditions beaucoup plus difficiles, se sont tus! La raison avancée par Scholz, le risque d'être livré à la Gestapo, ne paraît pas sérieuse.

L'auteur attribue, à mon sens, trop d'importance à la rivalité personnelle Wehner-Mewis. D'autres émigrés communistes (Langrock) portaient sur Mewis un jugement tout aussi peu favorable, qui n'ont pas pour autant rompu avec le communisme.

1 Compte-rendu des deux premiers, Reinhard MÜLLER, *Die Akte Wehner* (1993), August Hermann LEUGERS-SCHERZBERG (Hg.), *Herbert Wehner, Selbstbesinnung und Selbstkritik* (1994), dans: *FRANCIA* 22/3 (1995) p. 293–295.

2 Cf. WEHNER, *Zeugnis*, p. 361.

3 Cf. *Die Akte Wehner*, p. 317.